



# La lettre

des élus communistes et apparentés  
de Vénissieux - N° 43 - OCTOBRE 2017

**106** délégués de  
quartiers à élire en  
décembre :

le conseil de quartier,  
c'est vous!



## ÉDITO

### SOLIDARITÉ IRMA

Le 6 septembre 2017, l'ouragan Irma frappait.

Si le territoire français des Antilles, la petite île de Cuba ou la grande puissance des USA ont été touchés de la même manière, il est frappant de voir que c'est bien la solidarité et l'action publique qui sont déterminantes pour en réduire l'impact humain et social, et non pas la richesse du pays et de ses millionnaires.

Un appel national à la solidarité a été lancé. Comme toujours, notre ville et ses habitants participeront à cet élan de solidarité de l'humain pour l'humain avec une subvention exceptionnelle de 15 000 € pour le Secours Populaire et la Fondation de France.

Le Secours Populaire, une des plus grandes associations caritatives, inscrit son action du local à l'international. Dès le lendemain du cataclysme, elle a débloqué un fonds d'urgence de 100 000 € afin de répondre aux besoins de première nécessité : distribution alimentaire, produits d'hygiène. Elle poursuivra sa solidarité sur la santé et l'éducation pour ne pas sombrer dans la spirale de la désocialisation. Avec la Fondation de France, seront privilégiés les projets des associations pour aider les familles à se reconstruire : logements, emplois, etc.

La solidarité a toujours été au cœur de nos actions politiques. Elle rapproche les peuples et contribue à rendre leur dignité aux hommes et aux femmes. Pour notre majorité, c'est aussi la citoyenneté et le vivre ensemble.

Mais avec l'accumulation des catastrophes climatiques, notre pays doit prendre toutes ses responsabilités dans la mise en œuvre de véritables accords internationaux de réduction rapide des émissions de gaz à effet de serre.

*Saliha PRUDHOMME-LATOURE -  
Adjointe au maire*

## LE GRAND RENDEZ-VOUS DES VENISSIANS AVEC LEUR VILLE

De l'inauguration aux reconnaissances vénissiennes, que de rencontres et de découvertes pendant ce Grand Rendez-Vous, une véritable « exposition universelle » de notre ville et ses partenaires ! Les expositions vont désormais tourner, les vidéos seront mises en ligne... Le Grand-Rendez-vous continue !

- Le lancement du nouvel agenda 21 sur le bilan depuis 2009, +75% de tri des déchets de la ville, 32% d'énergies renouvelables, -24% des émissions carbonées.
- Le dialogue poétique sur l'éducation entre un slameur et un pédagogue.
- Le documentaire «Expulsions, la honte», le débat avec la réalisatrice, la fondation Abbé Pierre, et les élus.
- La table ronde avec la Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire sur la création d'emploi, la signature de la charte de coopération avec désormais 100 entreprises vénissiennes !
- Avec la Métropole et l'agence d'urbanisme, la conférence sur la ville de demain, plus verte, participative, accueillante, et la présentation du nouveau quartier du Puisoz.
- La conférence sur la sécurité avec les responsables départementaux de la justice, de la police, autour du maire.
- Les ateliers jardinage et bricolage, la rencontre sur le climat et la production responsable, avec la coopérative SCOP-TI.
- Et des reconnaissances vénissiennes avec des centaines d'habitants venus applaudir ceux des leurs qui étaient honorés, de tous les âges, de tous les quartiers, de toutes les passions, de tous les engagements, à l'image de cette ville riche, multiple, active, belle et rebelle !

Un Grand-Rendez-vous qui montre le chemin parcouru, bénéficiant de la dynamique économique de l'agglomération lyonnaise, mais handicapé par les politiques d'austérité. Il a été un moment fort pour rappeler que les communes sont un creuset citoyen de la République, le premier lieu où se forge le lien politique entre les hommes et les femmes, entre l'entreprise et la ville, entre l'école et l'emploi, entre les générations, entre les origines et les cultures, entre le quotidien et l'humanité. Un lien politique au sens noble, au sens de l'intérêt général, de ce que nous partageons, de ce qui unit notre ville.

C'est évidemment pour cela que le Grand-Rendez-Vous a lancé la nouvelle campagne d'élection des délégués de quartiers, juste avant les assemblées générales des conseils de quartier. Les vidéos et les témoignages ont illustré l'incroyable travail réalisé et la diversité des sujets abordés, l'amélioration de l'espace public, le lien entre habitants dans les fêtes, l'émotion face à un drame dans une école, le travail sur les horaires et les fréquences de bus, etc.

La démocratie participative est à la mode. Les lois, les dispositifs se sont multipliés. Mais plus les institutions en parlent, plus l'abstention progresse aux élections ! Il ne suffit pas de « tirer au sort » des citoyens pour avoir des délégués motivés, utiles, pour retisser un lien de confiance, de responsabilité, un lien citoyen entre habitants, entre les habitants et la ville.

Vénissieux avait été à l'avant-garde en créant les conseils de quartier 20 ans avant la loi, elle reste à l'avant-garde en organisant l'élection des délégués. Nous voulons leur donner plus de moyens, mieux les former, les aider à prendre des initiatives. Alors, participez ! Présentez votre candidature, discutez avec vos voisins pour préparer les élections de quartier début Décembre.

Amina AHAMADA-MADJI et Abdelhak FADLY- Adjoint(e)s au Maire

# DOSSIER LOGEMENT

## VŒU DE LA MAJORITÉ - CONSEIL MUNICIPAL

Appel solennel au Président de la République contre la réforme logement.

La réforme Mezard-Denormandie du logement confirmée par le discours du ministre de la cohésion territoriale au congrès des HLM de Strasbourg sera un désastre pour les 5 millions de locataires, l'ensemble des bailleurs sociaux et l'économie de la construction. Elle remet en cause le modèle républicain du logement public et son rôle essentiel pour la cohésion nationale.

Les locataires du parc HLM, les demandeurs d'un logement social, les bailleurs sociaux, les collectivités locales et les entreprises du bâtiment seront les grands perdants de cette réforme.

Les Président(e)s de l'Union Sociale pour l'Habitat, de la Fédération Nationale des Offices Publics de l'Habitat, de la Fédération des Entreprises Sociales pour l'Habitat, de la Fédération Nationale des Sociétés Coopératives d'HLM, de la Fédération Nationale des Associations Régionales d'Organismes d'Habitat Social, de Procvivis qui avaient proposé des pistes de travail au Premier Ministre le 19 septembre à Matignon, ont décidé de refuser toute discussion sur les bases imposées par le gouvernement.

Le Premier Ministre a réaffirmé que son objectif premier était une baisse des aides accordées par l'APL, compensée pour le seul logement social par une remise de loyer supportée par les organismes HLM.

Le Mouvement HLM a démontré que cette baisse fictive de loyers dans le parc social n'est pas soutenable. Elle mettrait en péril l'équilibre financier des organismes HLM engageant ainsi les garanties des collectivités locales. Cette baisse de ressources de l'ordre de 1,5 milliard d'euros, imposera de très fortes baisses des dépenses consacrées à l'entretien courant et à la proximité, et réduira les capacités d'investissement dans la production de logements neufs, affectant l'activité des entreprises du bâtiment.

Cette mesure n'est dictée que par la volonté de baisser les dépenses de l'État consacrées aux plus faibles, 2,2 millions de ménages logés en HLM qui bénéficient de la solidarité nationale par l'intermédiaire de l'APL, alors que les dépenses fiscales au profit de la promotion privée ne sont pas touchées, sans parler de la réduction de l'impôt sur la fortune, qui coûtera 3,2 milliards, le double de la baisse des APL !

Pour toutes les villes en rénovation urbaine, donc pour Vénissieux et ses habitants, cela peut remettre en cause l'ambition programmée dans le cadre de l'NPNRU 2 et en particulier le financement des réhabilitations et des constructions, et donc la rénovation urbaine de la Darnaise, du Couloud, de Monmousseau.

Cette baisse des APL est présentée masquée derrière une fausse baisse des loyers. Il n'y a aucune baisse des loyers, mais une compensation par les bailleurs de la baisse des APL. Les locataires non bénéficiaires des APL paieront la même quittance, les locataires bénéficiaires des APL paieront eux-aussi la même quittance. Cet artifice de communication est indigne d'un gouvernement. Il conduit de fait à transférer une part de la solidarité nationale aux bailleurs, c'est à dire aux seuls locataires du

logement social. Ce serait alors les seuls foyers modestes qui seraient solidaires des plus modestes parmi eux.

Pour toutes ces raisons, le conseil municipal de Vénissieux demande au Président de la République de rétablir le montant des APL et de répondre aux demandes des acteurs du logement social d'un véritable Grenelle du logement.



70 personnes rassemblées samedi 14 octobre à l'appel des associations de locataires (CNL, AFOC,CSF), pour dénoncer le scandale des APL.

## FICHER COMMUN DU LOGEMENT SOCIAL

Le fichier commun de la demande locative sociale du Rhône est essentiel pour notre mission logement de Vénissieux, qui reçoit chaque mois deux cent demandeurs en difficulté. Cet outil aide à la simplification des démarches, au suivi des publics prioritaires, à l'égalité de traitement et à la transparence. Un portail internet destiné aux demandeurs de logement devrait être rendu public ce mois d'octobre.

Tous les outils qui aideront à une meilleure relation entre demandeurs et bailleurs sont utiles, même si nous savons tous que, tant que le décalage entre le besoin et l'offre restera aussi fort, aucune bonne solution de gestion de la demande ne réduira le mal logement. Nous dépassons les 4000 demandes en attente à Vénissieux, plus de 60 000 désormais sur la métropole. Pour les demandeurs, il est toujours aussi difficile d'être informé de l'avancement de son dossier, de savoir où chercher, à qui demander, alors que pour des milliers de personnes, le logement privé devient inaccessible. Il faut rappeler que les loyers ont augmenté, depuis 30 ans, beaucoup plus vite que les revenus et qu'un quart des ménages dépense plus de 30% de son revenu à se loger. C'est d'ailleurs justement le logement social qui fait, en France, que ce drame est un peu moins marqué que dans le reste de l'Europe.

Pierre-Alain MILLET- Adjoint au maire



## POUR UN GRENELLE DU LOGEMENT

La Métropole qui dit vouloir lier l'urbain et l'humain, refuse de le faire pour le logement. Elle demande aux seuls bailleurs sociaux d'organiser le service d'accueil des demandeurs. A l'échelle de notre territoire, concernant l'ensemble des demandeurs des portes du Sud, il n'est pas réaliste d'attendre de la SACOVIV qu'elle se charge seule de cette problématique. Devant l'importance du mal logement, dénoncé chaque année par la fondation Abbé Pierre, nous avons besoin de véritables «maisons de l'habitat et du logement», dans chaque territoire métropolitain, avec les bailleurs bien sûr, mais aussi en lien avec les maisons du Département.

Mais notre plus grande inquiétude concerne le nouveau plan logement du gouvernement, une attaque violente contre le logement social.

Pour compenser le cadeau de 3 Milliards d'impôt sur la fortune des plus riches, le gouvernement réduit les APL de 3 milliards au total d'ici 2019. Et il ajoute un véritable mensonge, en imposant une baisse de loyer équivalente aux bailleurs, laissant croire que les locataires n'y perdent rien. Mais au contraire, ce seront des millions en moins pour le quotidien des locataires, en entretien, en proximité, en accompagnement social, et ce sont des milliers de logements qui ne seront pas réhabilités ou construits.

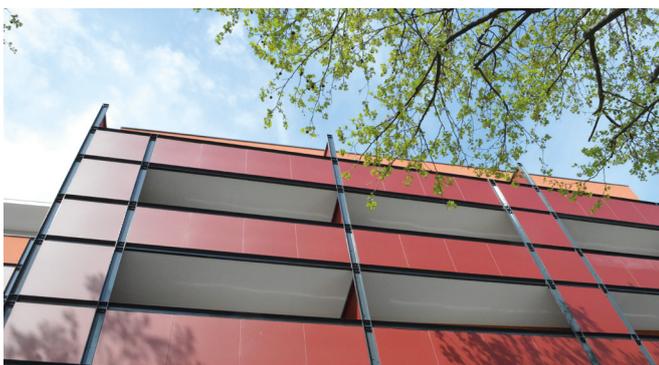
Les précédents gouvernements avaient progressivement supprimé l'aide d'État à la pierre dont nous demandons le retour afin de répondre aux besoins des 4 millions de mal-logés et des 2 millions de demandeurs de logements. L'offre de logements publics à loyer modéré doit rester une priorité. Nous demandons un vrai service public du logement, une politique humaine pour les demandeurs d'asile, et pour tous les mal-logés.

Car les beaux discours et les décisions gouvernementales n'ont jamais fait reculer le mal logement. Jamais le 115 n'a été autant en difficulté pour traiter l'urgence, les campements indignes de réfugiés continuent, le DALO est la plus longue file d'attente ! Le nombre de demandeurs explose dans la métropole, passant en 3 ans de 40 000 à 60 000. Le délai d'attente à Vénissieux dépasse désormais 3 ans, un chiffre totalement anormal dans une ville populaire.

Nous soutenons l'appel unanime des organismes HLM au gouvernement pour rejeter cette baisse des APL et être enfin associé dans un véritable Grenelle du logement.

Nacer KHAMLA - *Conseiller municipal*

---



## SAVOVIV : PLAN STRATÉGIQUE DE PATRIMOINE

La SACOVIV a validé son «plan stratégique de patrimoine», qui établit pour 10 ans l'ensemble des investissements de la société en termes de constructions (30 logements par an), de réhabilitations et de travaux de maintenance. Plus de 40 millions au total, dont presque 6 millions pour la maintenance, financés à moitié par l'autofinancement et à moitié par l'emprunt.

Certains de ces travaux sont très attendus comme les toitures et l'éclairage extérieur de Croizat ou les radiateurs de Max Barel.

Des réhabilitations sont déjà lancées comme au Couloud et au Monery, et d'autres à planifier (Croizat). Ce plan et son montage financier ont été réalisés en étroite collaboration avec la Caisse des dépôts. Ils attestent la bonne santé de la société. Ce plan stratégique prévoit 40M€ d'investissements tout en maintenant une situation financière positive. Autant dire que nous transmettrons à nos enfants une valeur sûre, avec un patrimoine fortement rénové et renforcé.

Bien entendu, tout cela a été construit avant les annonces gouvernementales de ce mois de septembre, et leurs conséquences sur l'équilibre économique des bailleurs sociaux. De fait, notre plan stratégique de patrimoine repose sur un autofinancement de l'ordre de 10% des loyers, c'est à dire 800K€ par an, ce que nous réalisons depuis 2 ans. Or la remise de loyer dite de «solidarité» que le gouvernement veut imposer aux seuls bailleurs sociaux pour compenser la baisse des APL représente pour 2018 une somme de 700K€ de pertes de recettes. C'est notre autofinancement qui disparaîtrait, mettant en cause le montage financier de notre plan stratégique de patrimoine.

Michel Le Faou, vice-président de la Métropole estime que les bailleurs vont perdre au total 50M€ par an dans la métropole. Tout le monde a bien compris que ce sont les grands opérateurs privés qui regardent en se frottant les mains, la pression mise sur le parc HLM. Si le gouvernement arrive à ses fins, les bailleurs sociaux devront vendre une part importante de leur parc.

Avec la réforme logement, non seulement on construira beaucoup moins de logements sociaux, à Vénissieux, comme ailleurs, mais on sera contraint d'en vendre au privé. Les grands offices sont tous déterminés à faire plier le gouvernement. Personne n' imagine que les choses pourraient rester en l'état. L'urgence est d'agir pour supprimer cette baisse et en attendant de continuer à travailler au service du logement social. C'est pourquoi la SACOVIV maintient son plan stratégique de patrimoine et a voté son budget 2018, une manière de dire au gouvernement que nous résistons à son attaque contre le logement de tous.

Pierre-Alain MILLET- *Adjoint au maire*

---

## PACTE DE COHÉRENCE MÉTROPOLITAIN

Le pacte de cohérence métropolitain est un contrat d'objectif entre la Ville et la Métropole. Nous avons travaillé à ce que la collaboration entre nos deux collectivités soit réellement utile aux Vénissiens. Notre démarche est attentive à l'information et à la transparence pour les habitants.

En décembre 2015, notre groupe communiste, républicain et parti de gauche avait voté contre le pacte en conseil de métropole face à l'intransigeance du président Collomb, devenu depuis Ministre de l'intérieur, qui refusa systématiquement nos nombreux amendements. Nous voulions que soient reconnus et écrits dans le pacte le rôle des conseils municipaux comme votant obligatoirement sur tous les grands dossiers métropolitains. Cette bataille a eu des effets positifs, notamment dans le dossier des compétences articulées : dix propositions et deux expérimentations sur lesquelles nous avons travaillé.

Nous menons le débat politique aussi loin que possible et nous ne voyons pas la Métropole comme une aubaine pour se débarrasser de compétences complexes et difficiles à assumer dans ces temps d'austérité extrême. Nous sommes garants de l'intérêt général et nous voulons

saisir, imaginer, construire avec la Métropole, la Région ou l'État, tout ce qui est possible, pour tirer la ville vers le haut. Nous nous engageons pour que Vénissieux soit respectée, ait les moyens de tenir son rôle de troisième ville de la Métropole, pour que les réponses aux besoins des habitants progressent, pour que les inégalités sociales reculent en faisant plus et mieux là où la vie est le plus difficile.

La situation politique appelle à une réflexion plus large : peut-il y avoir un pacte métropolitain allant dans le sens du progrès quand le pacte républicain et social est mis à mal. Et si le principal adversaire du pacte métropolitain était finalement le gouvernement Macron ?

Le pacte social est au bord de l'explosion avec la loi travail XXL, les déclarations méprisantes d'un président qui traite son peuple de fainéant, la baisse des APL.

Quel avenir du logement social ? Quel service public avec une baisse de 13 milliard d'euros des dotations aux collectivités locales, la suppression de la taxe d'habitation qui se traduira par une baisse des services rendus à la population. 46,5 millions d'euros seront pris sur le budget Politique de la Ville. Sans compter la menace de sanctionner les collectivités qui n'appliqueraient pas les principes d'austérité du gouvernement en baissant encore leurs dotations, les mettant ainsi sous tutelle.

Ce gouvernement est bien celui des riches, celui de la dictature de l'Union européenne et du capital. Il prend aux couches populaires et multiplie les cadeaux aux détenteurs des capitaux. Nous appelons à la résistance et à la mobilisation. La commune, socle historique de l'exercice de la citoyenneté est un point d'appui important pour que les populations agissent ensemble et ne se laissent pas spolier de leurs acquis populaires et démocratiques.

Marie-Christine BURRICAND- Conseillère municipale



## ECHOS DU CONSEIL

### Ridicule...

Les élus PS sont partis à la chasse aux factures, pendant de longues heures et au mépris du travail des agents qu'ils monopolisent. Ils n'ont trouvé à critiquer que 8.60€ pour un déjeuner du Maire entre deux réunions. Mais ils n'ont rien à dire sur l'affaire Macron et ses 26 000 € de dépenses en maquillage, rien sur les costumes de Fillon à 13 000 €. Ils jouent au scandale devant un sandwich mais ne s'intéressent pas aux sujets utiles aux Vénissiens, rien sur la loi travail, rien sur la baisse des APL. Ils n'ont pas trouvé le temps d'être à la rencontre avec les 100 entreprises Vénissiennes qui s'engagent avec la ville !

### Lamentable...

Madame Groléas accuse les services de négligence sur des corrections de rapports. Elle n'avait pas vu que les erreurs étaient le fait des banques qui imposent à nos partenaires, et donc à la Ville, de refaire leur convention... La négligence et l'amateurisme est bien du côté de ce groupe d'opposition et non de nos Services Publics ! Porter de telles accusations est indigne de personnes qui aspirent à des responsabilités. Les Vénissiens et les salariés seront s'en souvenir.

### Pas étonnant...

La dispersion des votes du groupe PS, dont une partie est devenue «La République En Marche». Ils arrivent parfois à avoir trois votes différents à trois ! Pas étonnant, non plus la décomposition du groupe de Monsieur Girard. Les 8 élus sont désormais divisés en 4 groupes politiques, avec visiblement des règlements de comptes douloureux entre eux. Mais Mr Girard continue à jouer le grand chef, persistant dans ses obsessions anti-communistes archaïques... Son «bon sens» repose sur le dénigrement et le sensationnel... bien loin de l'intérêt général qui intéresse les Vénissiens

**N'hésitez pas à nous envoyer vos réactions et opinions**

Par courrier : Groupe des élus communistes et apparentés - 5 av. Marcel Houël 69200 Vénissieux  
par mail : [groupe.communiste@ville-venissieux.fr](mailto:groupe.communiste@ville-venissieux.fr) ou sur le site du groupe : <http://gec.venissieux.org>